

par **PIERRE RIGOULOT***

Six décennies *castrophiques*

FIDEL CASTRO EST MORT ET METTONS LES PIEDS DANS LE PLAT : tant mieux pour les Cubains. Castro n'était plus en première ligne, mais il jugeait, contrôlait, surveillait les uns et les autres, donnait son aval – ou non – à la politique menée par son frère Raul.

Privé de cette présence tutélaire, de cette garantie de poursuivre envers et contre tout la révolution, Cuba va peut-être enfin s'ouvrir à la démocratie dont elle a été cruellement privée sous la domination de la fratrie castriste.

Il était pourtant fier de lui, Castro, et de son œuvre. Il était prêt à répéter, comme il l'avait fait devant ses juges après l'attaque contre la caserne Moncada : « L'Histoire m'acquittera ». Mais la formule est creuse. L'histoire ne condamne ni n'acquitte. Les hommes le font en revanche et d'abord les Cubains. Demandez-leur ce qu'ils pensent de leurs salaires misérables, de leurs maisons délabrées, de leurs vieilles bagnoles rafistolées, de leurs autobus fatigués venus du Canada ou de France où l'on n'en voulait plus. Oui, Castro était fier de lui : il avait soi-disant rendu sa dignité au peuple cubain ; les gamines qui se prostituaient aux touristes, les petits vieux qui touchaient une retraite misérable, les gardiens du mausolée de Guevara qui mendiaient une bouteille de parfum venue de Paris, il y avait en effet de quoi être fier ! Ce n'est ni la vérité ni la modestie qui étouffait Castro. Ni la culture non plus et il aurait pu éviter de reprendre la même expression – « L'histoire m'acquittera » – que celle de Hitler devant ses juges en 1924. Mais il adorait qu'on parle de lui^[1]. Se montrer, être montré : quelle jouissance pour ce petit avocat sans clientèle ! Guevara se rappelait, réjoui, la crise des missiles d'octobre 1962 : « Notre nom et le nom de notre Commandant en chef sont apparus sur les rotatives du monde entier ». Le monde avait frôlé la guerre nucléaire mais les dirigeants cubains étaient à la une des journaux. Que demander de plus ? Castro parlait avec mépris des chefs d'États helvétiques : « Qui s'en souvenait ? », demandait-il. Et « Que resterait-il de nous demain si nous nous contentions d'améliorer le sort de

* Directeur de l'Institut d'Histoire sociale.

1. V. notre *Coucher de Soleil sur La Havane*, Flammarion 2007 p. 37 et *La Lune et le Caudillo* de Jeannine VERDES-LEROUX, p. 79. V. aussi FOGEL et ROSENTHAL, *Fin de siècle à La Havane*, Seuil 1993, p. 156.

quelque dix millions de Cubains? ^[2] Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce sort ne le préoccupait guère. Il fallait poursuivre la réalisation de ses propres rêves, et qu'importe si c'était au détriment de la population! Castro ne reculait devant rien pour cela, ni devant les mensonges ni devant les trahisons ni devant les agressions et les violences.

C'est ainsi que commence la révolution castriste: par des mensonges.

Elle se poursuit ensuite par des trahisons et des agressions. Et finit comme une catastrophe économique et sociale que refusait de voir ce vieillard égocentrique, applaudi par des vedettes naïves, des intellectuels crédules et des politiques aveugles.^[3]

Voyons de plus près ce carré d'as de la dictature castriste: mensonges, trahisons, agression, catastrophe économique.

Des mensonges

L'histoire de la révolution cubaine commence par des mensonges: tout d'abord, son leader, Fidel Castro, se présente comme un démocrate, luttant contre une infâme dictature, celle de Batista.

Démocrate, vraiment? Lors de sa prise de pouvoir, en janvier 1959, Castro n'a peut-être pas en poche sa carte du parti communiste. Il n'est pas ou pas encore lié au mouvement international que dirigent sinon aident et encadrent les camarades soviétiques; mais il veut une société «socialiste», hostile au capitalisme qu'il faut détruire pour assurer le bonheur des peuples.



DR WWW.LISTEWS.COM

C'est la fonction du parti révolutionnaire. Or, selon les normes de l'époque, même non léniniste, celui-ci n'accepte pas de concurrent. Le parti qui lutte pour former une société socialiste est un parti unique.

Cela tombe bien. Castro n'a aucunement l'intention de partager le pouvoir avec qui que ce soit. C'est lui le Chef.

Parmi ceux qui luttent à ses côtés, certains, comme Guevara, ont retrouvé en lui un père et une autorité dont ils étaient par trop dépourvus. De ceux-là, le Chef n'a rien à craindre. Ils iront assassiner quelques paysans congolais avant de s'enfuir, la queue entre les jambes, ou quelques soldats boliviens, avant de tomber sous leurs balles.

2. *Coucher de soleil sur La Havane*, p. 448.

3. Cette introduction a été publiée sous la forme d'une tribune dans *Le Figaro* du 28 novembre 2016.

On trouve aussi des camarades à principes, qui croient en ce qu'ils disent quand ils promettent au peuple la liberté. Ceux-là ne seront pas non plus à craindre longtemps: ils payeront cher leur attachement à la démocratie. Huber Matos fut maintenu vingt ans en prison. Il venait d'être jugé quand Sartre alla visiter Cuba en février 1960. Celui-ci avait entendu dire que ce Matos n'avait rien d'un traître mais, comme le nota l'auteur des *Chemins de la liberté*, «la justice révolutionnaire plaisante rarement; elle voit la main de l'étranger partout, et en général, elle n'a pas tort»...^[4]

Quant à ceux qui pouvaient faire de l'ombre à Castro, comme Camilo Cienfuegos ou Franck Pais, rien à craindre non plus: ils moururent tous, dans des circonstances plus ou moins curieuses.

Bref, Castro régna sans partage. Mais pourquoi s'inquiéter? Un démocrate n'était-il pas installé solidement à la barre, comme le soulignait Henri Faure, président de la Ligue française de l'enseignement? Un démocrate «menacé, seulement, selon cet homme qui avait décidément tout compris, par les communistes, bons tacticiens» et par «l'ingénuité des fidélistes»!

Castro était même un démocrate exemplaire que Sartre blanchit de tout soupçon en affirmant dans *L'Express* du 20 avril 1961 qu'à Cuba «quelques hommes seulement avaient été condamnés à mort, comme chez nous en 1945». Mais Sartre mentait, qui n'ignorait pas ce que Castro lui-même avait annoncé: «Nous avons décidé que les assassins du régime Batista seraient fusillés jusqu'au dernier». Il suffisait d'ailleurs de lire *l'Humanité* pour constater le soutien d'une partie de la population à ces exécutions. Certes, quelques grincheux d'Amnesty international avaient dressé des listes de prisonniers et les avaient comptés. Quelques exilés aigris ont rappelé plus tard que sous Batista, l'horrible dictateur, 500 personnes environ avaient été incarcérées pour des raisons politiques, et sans doute dix fois plus sous la dictature de Machado de 1925 à 1933; mais ils ajoutaient que sous la direction du démocrate Fidel Castro, c'est environ 40 000 personnes qui furent envoyées en prison. Et pas seulement au début, quand a été faite la fameuse omelette pour laquelle il faut bien casser des œufs! Dans les années 1970, il y avait encore 20 000 prisonniers. Soucieux de les régénérer, le grand démocrate installa des camps de concentration, où les détenus devaient travailler et bénéficier de cours de marxisme-léninisme.

Fidel Castro faisait d'ailleurs mieux qu'apporter la démocratie aux Cubains; il leur apportait le bonheur: «Cet homme-là, affirme Jacques Lanzmann, est une sorte de Christ... ; un homme qui n'avait à offrir que de l'idéal et de la pureté. C'est mieux que notre expérience, notre argent, nos situations, nos relations». Trente ans plus tard, Jean-Edern Hallier osa écrire que s'il avait «été une femme, il aurait aimé se faire caresser par ses

4. On peut lire l'analyse que fait Jacobo MACHOVER de ces notes inédites de Sartre publiées en 2008 dans les *Temps Modernes*, n° 649, avril-juin 2008 dans *Cuba, aveuglement coupable*, Armand Colin 2010.

mains admirables et longues, aux doigts fuselés, aux ongles d'un ovale parfait, d'une propreté immaculée et aux poignets fins d'un pianiste de concert»^[5]. Quant à Françoise Sagan, elle avait déclaré le 11 août 1960, après quelques jours dans l'île: «Castro est bon. Il aime son peuple... Il a donné à chaque paysan son champ et sa ferme».

Ce n'est pas vraiment ainsi que se déroula la collectivisation agricole mais des fermes – *las granjas* – il y en avait: elles comprenaient des baraquements de bois recouverts de plaques de ciment et étaient entourées de barbelés et surmontées de miradors. Un détachement militaire avait ses quartiers tout près...

On ne s'adonnait pas qu'aux travaux agricoles dans les *granjas*. On pouvait y faire de la menuiserie ou de la maçonnerie. Et si, au tournant du siècle, il n'y avait plus qu'un millier de prisonniers politiques, loin des grandes cohortes des années 1960 et 1970, nombre d'entre eux, politiques ou de droit commun, étaient envoyés sur des chantiers de construction d'hôtels pour répondre au boom touristique qui se profilait. La main-d'œuvre carcérale, ça ne coûte pas bien cher...

On ne peut en vouloir à Françoise Sagan de n'avoir pas connu ces fermes si particulières ni celles qui dépendaient de l'Umap, l'«Unité d'aide à la production», que l'armée prit en charge à partir de 1964. Destinées aux homosexuels, asociaux et autres parasites, on s'y adonnait à des travaux de terrassement et à des travaux agricoles qui vous régénérait un pédé en un homme nouveau. On estime à environ 25 000 le nombre de jeunes passés par les camps de l'Umap. Martha Frayde, ancienne représentante de Cuba à l'Unesco, en parle ouvertement dans son livre de souvenirs: l'Umap, dit-elle, «avait construit dans l'île des camps de travail qui se trouvaient être en fait, de véritables camps de concentration où l'on entassait des jeunes, accusés de délits divers, qui servaient en fait de main-d'œuvre gratuite dans les nombreux chantiers ouverts par le gouvernement»^[6]. J. José Mario, un poète qui y avait été interné pour cause d'écrits non conformes à l'éthique socialiste, passa huit mois dans un de ces camps de la province de Camaguey, au centre de l'île. Il se souvient des baraques, du nid de mitrailleuses des gardiens, des fils de fer barbelés et de la grande pancarte à l'entrée, qui proclamait: «Le travail fera de vous des hommes»^[7].

Pourtant, pour tous ceux qui, en France et ailleurs, ne trouvaient pas de solution à la quadrature du cercle, Castro fut merveilleux: il apportait au monde un socialisme de type nouveau, associant justice et liberté.

Plus de prostituées, plus de policiers, plus de vendeurs de billets de loterie: «ces corps de métier qui symbolisaient la dictature corrompue ont à peu près disparu»^[8]. Pourquoi

5. *Conversation au Clair de lune*, Messidor 1990, cité par Jacobo MACHOVER in *Cuba l'aveuglement coupable*, Armand Colin 2010, p. 118.

6. Martha FRAYDE, *Écoute, Fidel!*, Denoël 1987, p. 98.

7. Pierre RIGOULOT, *Le Siècle des camps*, p. 708.

8. Claude JULIEN, *Coucher de Soleil sur La Havane*, p. 367.

alors embêter Castro en lui demandant pourquoi il n'y avait jamais d'élections dans le pays? Il avait répondu à cette question une fois pour toutes: «Il ne serait pas correct [sic] d'organiser des élections maintenant (ni plus tard d'ailleurs). Nous obtiendrions une majorité écrasante. Il est donc conforme aux intérêts du pays que des élections ne soient organisées que lorsque des partis politiques se seront pleinement développés et que leurs programmes auront été clairement définis».^[9]

Mais où étaient ces partis politiques, comme le demandait Yves Guilbert, un des rares observateurs lucides de 1961?^[10] «Une loi de réforme constitutionnelle du 29 juin 1959 et la loi 425 du 7 juillet prévoyaient la peine de mort pour tout délit contre le gouvernement et l'économie cubaine et vingt ans de prison pour toute participation à une réunion de contre-révolutionnaires. Étaient considérés comme tels tous ceux qui exprimaient des critiques à l'égard du régime et du parti communiste. Dans ces conditions, aucun parti politique ne pouvait subsister et aucun, en effet, ne subsistait».

Castro démantela la Résistance civique, le Directoire révolutionnaire du 13 mars, le Front de l'Escombray (un massif montagneux au centre de l'île), la Fédération des Étudiants universitaires, le Parti du Peuple cubain (orthodoxe), le Parti révolutionnaire cubain (authentique) et quelques autres mouvements obligés de prendre le chemin de l'exil. Même le Mouvement du 26 juillet, l'organisation proprement castriste, fut sévèrement épuré de tous ses cadres insuffisamment alignés. Ce que Simone de Beauvoir décrit d'une manière très particulière: «Le Mouvement du 26 juillet [...] avait un appareil, mais petit-bourgeois, et n'a pas pu suivre la révolution dans la radicalisation qu'elle est en train d'opérer depuis la prise du pouvoir... alors, on l'a laissé tomber».^[11]

Une de premières mesures de ce grand démocrate, de cet apôtre de la liberté, fut d'éliminer les journaux qui ne lui plaisaient pas. N'en dressons pas la liste. Quasiment tous disparurent: le *Diario de la Marina* fut exproprié – et son propriétaire appelé à réfléchir à la bonté dont avait fait preuve Fidel Castro en ne l'arrêtant pas. *Prensa Libre*, qui avait osé déplorer qu'ait sonné dans l'île «l'heure de l'unanimité, de l'unanimité totalitaire», et le fait «qu'il n'y aurait plus de voix discordantes ni de possibilité de critique, ni de réfutations publiques», qui avait aussi dénoncé «le contrôle de tous les moyens d'expression, la peur collective se chargeant du reste»^[12], fut évidemment interdite. Il en fut de même du grand magazine illustré *Bohemia*, son directeur Miguel Angel Quevedo ayant affirmé que «pour faire une révolution originalement nationale, il n'était pas nécessaire de soumettre le peuple à l'oppression et à la vassalité russes» ni «d'implanter un système qui dégrade l'homme à la

9. 28 février 1959.

10. *Castro l'infidèle*, La Table ronde, 1961, p. 169.

11. *France-Observateur*, 7 avril 1960.

12. *Castro l'infidèle*, *op. cit.*, p. 175.

condition de serf de l'État, en effaçant tout vestige de liberté et de dignité». Sinon, disait-il, non sans quelque lucidité, «ce n'était pas une véritable révolution»^[13]. Quevedo partit en exil mais pas dans le pays des droits de l'homme: les intellectuels de gauche français ne s'émouvaient guère d'un directeur de journal poussé à l'exil. Sartre avait répondu à un journaliste qui l'interrogeait sur la liberté de presse dans l'île: «Ce que je veux savoir, c'est si ceux qui sont favorables à la révolution peuvent s'exprimer, car c'est là que commence la liberté de la presse [...]. La première chose que vous avez à faire, c'est de supprimer la presse contre-révolutionnaire».^[14]

Des trahisons

Fidel Castro n'était donc pas démocrate. Mais il manquait aussi de loyauté envers ses compagnons de lutte et fut même un maître des trahisons. Prenons les deux trahisons les plus célèbres, les deux plus graves aussi sans doute: celles envers Guevara et celle envers Ochoa. Trahisons des plus compréhensibles d'ailleurs, quand on a saisi quelle formidable bête de pouvoir était le *líder máximo*, capable de sacrifier des années de proximité et de luttes communes sur l'autel du seul dieu qu'il vénérât: lui-même.

Castro avait fait la connaissance d'Ernesto Guevara au Mexique, en 1956. Il appréciait le dévouement total à la Révolution et à sa personne du jeune étudiant en médecine argentin. Il n'avait rien à craindre de ce côté là pour son leadership. Le Che, lui, avait trouvé dans le chef révolutionnaire cubain un Maître dont il pouvait partager l'intimité. Il n'en souhaitait pas plus. Castro en avait fait le premier *Comandante*, avant même son propre frère! Prêt à se charger des besognes les plus basses comme la liquidation des agents de Batista dans les premiers jours de la révolution, Guevara était un fanatique dont l'absence de nuances et d'esprit manoeuvrier était telle qu'elle conduisit le Chef à l'éloigner de la direction en lui faisant accomplir un vaste périple planétaire pour défendre la révolution cubaine auprès des chefs d'État du Tiers-monde.

Guevara posa bientôt d'autres problèmes politiques plus sérieux à Castro. Sa critique des relations économiques de l'URSS avec les pays « sous-développés », au cours d'une rencontre internationale à Alger en mars 1965, fut très peu appréciée. Castro cherchait l'appui des Soviétiques et l'ouverture de leur parapluie nucléaire: ce n'était guère le moment de contester publiquement leurs méthodes et leur stratégie. Il rendit sa liberté à Guevara qui partit au Congo implanter une guérilla. Jusqu'ici, pas de trahison de la part de Castro mais une réaction bien pensée à des désaccords politiques.

La trahison vint ensuite, d'abord sous la forme de la révélation publique d'une lettre d'adieu de Guevara, une lettre qui devait être dévoilée seulement au cas où il lui arriverait

13. *Op. cit.*, p. 177.

14. Interview de Jean-Paul Sartre à l'agence de presse cubaine *Prensa latina*, publiée par *Cromos*, journal de Bogota.

malheur et qui le coupait désormais de toute prétention à gouverner de nouveau auprès de son mentor. On sait qu'il partit en Bolivie, dans les pires conditions de préparation et d'organisation. On sait moins que là se joua – en pire – la trahison : jamais, au grand jamais, Fidel Castro ne fit la moindre tentative pour sauver Guevara dont les conditions de survie étaient de plus en plus précaires. Même *l'Humanité* laissa entendre au lendemain de sa mort la possibilité d'un « coup tordu » contre le guérillero héroïque : « Pourquoi ne parviendrait-on pas à le faire poser quelque part et là, à le tuer ? » Et Benigno, un des compagnons du Che, se souvint dans ses mémoires qu'un guérillero cubain du ministère de l'Intérieur avait lâché devant lui cette confidence : « Tout ce qu'ils veulent à Cuba, c'est se débarrasser de nous... ».

Cerise sur le gâteau : après l'avoir expulsé malhonnêtement de la direction politique cubaine, Castro utilisa la mort de celui qu'il avait laissé mourir pour une opération de communication bien supérieure à toutes les précédentes¹⁵. Pour compenser les effets négatifs de son alliance avec les Soviétiques, Castro lança le mythe du guérillero héroïque, du jeune homme romantique opposé aux dictatures fascistes, du Juste assassiné, pleuré par le monde entier ! Et c'est encore lui, Fidel Castro qui, après avoir abandonné Guevara, prononça son éloge funèbre, le 15 octobre 1967.

Ochoa

L'histoire du procès Ochoa, la deuxième trahison, reste à faire. Il faut d'autant plus la rappeler qu'elle n'est pas souvent évoquée quand on fait, comme ici rapidement, le bilan de la révolution castriste. Cette histoire éclairera les raisons de l'exécution de quelques-uns des plus proches camarades de combat du « Commandant en chef », dont le général Ochoa, chef du corps expéditionnaire cubain en Afrique à la fin des années 1970 et au début des années 1980.

S'est-il vraiment agi de mettre fin à une opposition gorbatchévienne qui venait d'apparaître ? Le démocrate Fidel Castro a-t-il cherché à écarter du pouvoir un concurrent potentiel ? Ils étaient quelques-uns en effet à penser à l'époque que, face à la grave crise économique, politique et sociale que connaissait le pays, il fallait trouver des solutions et, pour ne pas risquer une insurrection populaire, faire abandonner par Fidel et Raul Castro leurs positions dominatrices, pour ne pas dire tyranniques. D'où l'accusation de complot.

D'autres hypothèses ont quelque vraisemblance comme celle de la nécessité de donner des gages à la justice américaine sur le point de mettre en évidence la participation active au

15. Quand Herbert Matthews du *New York times* fit un reportage sur la guérilla dans la Sierra Maestra en février 1957, Castro fit passer et repasser les mêmes soldats pour donner l'impression d'une troupe plus nombreuse qu'elle n'était en réalité ; en décembre de la même année, Andrew Saint George, de *Look*, put apercevoir, négligemment posée non loin de Castro, la photo de Roosevelt et les œuvres de Montesquieu. Enfin, peu après la prise de pouvoir, Castro s'arrangea avec l'une de ses connaissances pour que, pendant son discours, des colombes se posent sur ses épaules...

trafic de drogue en Amérique latine de Fidel Castro, qui fournissait aux trafiquants des facilités sur le territoire cubain et notamment des pistes d'atterrissage discrètes.

Il est surtout intéressant de souligner le type de réaction qu'eut Castro dans cette affaire: le chef de la Révolution ne se contenta pas de faire arrêter Ochoa et certains de ses proches; il les salit et les fit assassiner par une justice aux ordres. En quoi se dévoilait la nature du régime: on ne pouvait conduire à Cuba une opposition critique sans courir le risque d'y perdre la vie. Et le pseudo procès mis sur pied illustra le fait que la justice fonctionnait à Cuba comme dans tout régime totalitaire: sans indépendance aucune à l'égard du pouvoir politique.

Le 10 juin 1989, Ochoa et ses complices furent arrêtés. Et accusés de tremper dans un trafic de drogue. Le 16 juin, dans *Granma*, le journal du Parti, Castro – qui d'autre pouvait signer ces accusations gravissimes? – dénonça « ce fait sans précédent dans l'histoire de la révolution: Ochoa et quelques fonctionnaires du ministère de l'Intérieur en relation avec lui ont été en contact avec des trafiquants de drogue internationaux, ont passé des accords avec eux et coopéré à des opérations dans les environs proches de notre territoire... ».

Noircir le général félon pour trafic de drogue permettait à Castro de rendre peu crédibles les accusations portées contre lui, par exemple la protection qu'il aurait assurée à Cuba au narco-trafiquant Robert Vesco. La drogue? Ce n'était pas lui, c'était Ochoa! Et la preuve en était que celui-ci allait être condamné impitoyablement.

Plus encore, le général Ochoa fut accusé d'avoir une caisse cachée à l'étranger, de pratiquer le marché noir, de participer à des orgies, d'être déloyal envers le Commandant en chef, de faire de la contrebande d'ivoire, de diamants et même de farine, de sucre, de poisson et de sel. Tout y passait.

Le prestige d'Ochoa dans l'île, le peu de respect qu'il avait pour les conceptions militaires de son chef n'ont sans doute pas arrangé les choses.

Sur le modèle stalinien – qui sait, Castro avait peut-être même lu le *Zéro et l'infini* d'Arthur Koestler? – le bon Fidel demanda aux accusés de faire preuve de patriotisme et d'assumer leurs responsabilités: leur aveu serait leur dernière contribution à la cause révolutionnaire. En échange, il leur promit la vie sauve.

Quatre condamnations à mort furent prononcées le 7 juillet: Arnaldo Ochoa, Tony La Guardia, Amado Padron et Jorge Martinez, et... les sentences appliquées quelques jours plus tard.

Pour assurer la survie du régime, Castro avait donné dans les années 1960 et 1970 toutes les preuves d'un communisme philo-soviétique. Pour assurer la protection de son image et de sa personne, il faisait dans les années 1980 exécuter quelques-uns de ses plus proches collaborateurs. Le sang versé était la preuve que Castro avait été trahi. Mais pour nous, le procès et le réquisitoire staliniens du procureur éclairent surtout sous un vilain jour ce dont était capable et coupable Fidel Castro. Il faut lire l'ensemble de ce réquisitoire inter-

minable; mais quelques lignes suffisent pour en saisir l'esprit: « La première personne que trahit Ochoa, c'est justement Fidel dont il ne suffit pas de dire [...] qu'il est son commandant en chef. Ochoa sait mieux que personne qu'il a trahi un symbole, une vie absolument limpide, qu'aucun mensonge n'a jamais souillée. En portant atteinte à la crédibilité de Fidel, Ochoa – et à ses côtés, tous les autres prévenus – ont poignardé la patrie et le peuple dans le dos. Fidel est notre voix, notre représentation, celui vers qui nous accourons dans les moments difficiles, et il jouit devant l'opinion publique, les gouvernements étrangers et les organisations internationales d'une autorité telle qu'elle lui permet de faire la lumière sur la véritable situation de notre pays dans tous les domaines et dans les conjonctures les plus difficiles. En démentant Fidel, Ochoa démentait Cuba et laissait le peuple à la merci des attaques de l'ennemi, affaiblissant dramatiquement la défense de la révolution », etc. etc.

Les procureurs de l'URSS stalinienne ne faisaient pas mieux. Qui aurait envie encore, après la relecture ce réquisitoire, de porter le deuil de Castro ?

Les agressions

La question des agressions est essentielle. Une des causes majeures du soutien dont a bénéficié Castro a été rappelée de manière récurrente après sa mort: sa résistance à « l'impérialisme américain », sa lutte pour l'indépendance nationale, sa quête de liberté face au puissant voisin américain. Mais était-il si inoffensif que cela et les Américains ont-ils vraiment poussé ce jeune démocrate dans les bras de l'Union soviétique? Beaucoup le voient comme la victime innocente de l'agressivité nord-américaine, et c'est finalement celle-ci qui aurait provoqué son rapprochement avec le monde communiste que les États-Unis voulaient justement tant éviter.

Or, il faut dire et redire que Castro n'a pas attendu longtemps pour tenter de porter la révolution au-delà des limites de l'île. À peine avait-il conquis le pouvoir qu'il lançait plusieurs expéditions. 82 Cubains tentèrent en avril 1959, de débarquer au Panama. Pas de chance: les bateaux firent naufrage devant les côtes panaméennes et les Cubains furent faits prisonniers.

Une seconde tentative eut lieu le 14 juin 1959 contre la République dominicaine. Les envahisseurs – cubains et dominicains en exil – furent encerclés et massacrés par les troupes du dictateur Trujillo. Le même mois, une autre expédition fut montée au Nicaragua. La Garde nationale de Somoza mit fin à cette tentative.

Le 14 août 1959 marque le début de l'opération « Tontons macoutes ». Une vingtaine d'hommes débarquèrent à Irois, à l'ouest de Haïti. Ils ne trouvèrent aucun appui dans la population et la plupart périrent.

En novembre 1959, une centaine d'hommes atteignit les rivages du Paraguay. Les appels à la population pour qu'elle se libère de la dictature d'Alfredo Stroessner ne furent guère entendus et la plupart des envahisseurs furent tués.

En décembre 1959, enfin, le gouvernement guatémaltèque dévoila des ingérences cubaines et protesta violemment contre celles-ci : un réseau d'aide en armes à l'opposition révolutionnaire avait été découvert. Le gouvernement guatémaltèque déposa plainte devant l'Onu et devant l'OEA, l'Organisation des États américains, pour préparatifs d'invasion du pays. Des personnalités comme Raul Castro et Che Guevara furent nommément désignées.

Une nouvelle tentative en Équateur se soldera par un échec en mars 1962 et une autre encore en Argentine. Une guérilla composée de Cubains et d'Argentins tenta de s'implanter en vain dans le nord du pays. Son chef, envoyé de Cuba, Jorge Massetti disparut corps et biens.

D'autres tentatives seront faites ultérieurement au Salvador, au Costa-Rica, en Colombie et au Venezuela.

Il est donc totalement erroné de faire de Castro le portrait d'un combattant de la liberté opposé au seul Batista. Le rêve de Castro et de ses camarades était d'étendre la révolution cubaine à l'ensemble du continent. Guevara une fois de plus vendit la mèche : « Les masses populaires d'Amérique latine, lança-t-il le 1^{er} mai 1962, n'attendent qu'un signe de Cuba pour se lancer dans la lutte pour la prise de pouvoir par tous les moyens ».

Lors du séjour à Cuba de la première mission parlementaire française, le député gaulliste Albert Marcenet, que son enthousiasme pour le castrisme allait propulser à la présidence de France-Cuba, pensait lui aussi que la lutte antiaméricaine du dirigeant cubain devait être soutenue. Et à son retour, il prononça cette phrase intéressante qui reconnaissait le danger castriste pour les Américains en même temps qu'il refusait de le dénoncer : les Américains « avaient peut-être peur des flammes que le castrisme allumait dans toute l'Amérique latine », mais dans ce cas, « le mieux n'était-il pas de se mettre bien avec l'incendiaire » ?^[16]



Passons sur les guérillas bien connues conduites par Guevara au Congo en 1965 et en Bolivie en 1966 et 1967. Passons sur les tentatives faites pour inspirer et coordonner les guérillas du monde entier. La « Tricontinentale » qui se réunit en janvier 1966 est encore dans les mémoires. Il s'agissait, ni plus ni moins, de favoriser, contre la voie des réformes, celle de la lutte armée.

16. *France-Observateur*, 3 février 1965.

On oublie trop souvent de rappeler aussi le soutien castriste à l'agression de l'Union soviétique d'août 1968 contre le « socialisme à visage humain » de Dubcek. Elle fut très mal digérée par ses plus chauds partisans...

Mais les dernières opérations militaires massives datent des années 1970 et eurent pour théâtre l'Angola, le Mozambique et l'Éthiopie. Dans les anciennes colonies portugaises, il s'agissait de favoriser l'installation d'un gouvernement communiste, pro soviétique en tout cas, issu d'une des guérillas anti-colonialistes. Les malheureux Cubains, qui, aux dires de millions de naïfs, voulaient seulement obtenir plus de justice dans leur île et se protéger contre l'impérialisme américain, se retrouvèrent à former la tête de pont des ambitions soviétiques en Afrique.

Dès juillet et août 1975, les soldats cubains débarquèrent en Angola – et non en novembre, comme le prétendit Gabriel Garcia Marquez, soucieux de présenter l'intervention cubaine comme une réaction à l'envoi de troupes sud-africaines dans le sud et le centre du pays. 7 000 militaires cubains étaient sur le terrain à la fin de 1975 et 12 000 au début 1976.

Des milliers de Cubains furent également envoyés en Éthiopie, après le renversement de l'empereur Haïlé Sélassié par le colonel Myriam Menghistu. Entre novembre 1977 et mars 1978, ils étaient 17 000 dans le pays et s'y trouvaient encore quand la terreur révolutionnaire s'abattit sur Addis-Abeba.

Comme l'écrivit Gérard Chaliand, « Cuba qui, dans les années 1960, n'était qu'une petite île caraïbe qui avait totalement échoué à étendre la révolution en Amérique latine, était devenue l'épine dorsale militaire et en même temps le garant de la survie du régime angolais comme probablement aussi de la survie du régime de Menghistu ». Il fallut la pression conjointe des Soviétiques et des Américains à partir des années 1987 pour que les Cubains rentrent chez eux.

Lâchée par l'URSS de Gorbatchev et la Russie de Eltsine, Cuba retourna à un quasi-anonymat. Castro avait « voulu faire triompher une vision radicale et révolutionnaire et avait engagé dans cette lutte des milliers de jeunes hommes et de jeunes femmes. Et dans cette guerre globale contre l'impérialisme » prônée, exaltée, encouragée, aidée, financée par Cuba, beaucoup sont tombés. La gloire dont Cuba les couvre encore cache mal les responsabilités de cet homme qui rejetait, au détriment du peuple, toute idée d'un progrès social lent mais efficace. Le bien-être du peuple l'intéressait moins que la dévotion à une idée : celle de la Révolution.

La catastrophe économique

Les ressources de l'île étant gaspillées dans ces folles aventures, Cuba vit son économie lentement déperir. Pendant cette longue période révolutionnaire, la production de sucre, de fruits et de café diminua peu à peu. On aime à souligner les effets négatifs de l'embargo américain que l'on confond bien souvent avec un blocus et dont on ignore souvent les exceptions importantes puisqu'elles concernent la nourriture et les produits pharmaceu-

tiques. Il est évidemment plus facile d'oublier que le sort de l'économie cubaine, et particulièrement de son agriculture, est celui que l'on rencontre dans l'ensemble des pays socialistes de type soviétique. La collectivisation, la planification et la centralisation ont plus nui à l'économie cubaine que la mise en place de l'embargo américain.

Le résultat de cette brillante stratégie castriste est pour le moins paradoxal : aujourd'hui, alors que Fidel Castro vient de mourir, la principale ressource de l'île est l'argent envoyé par les familles cubaines exilées aux États-Unis. Ce qu'on appelle à Cuba les *remesas* rapportent plus encore que le tourisme ou les exportations de nickel.

Le poète Reinaldo Arenas avait jadis adressé un hommage ironique à Castro pour la prospérité apportée à Cuba. Il reconnaissait en lui la qualité de philosophe profond qui lui avait « fait comprendre d'une manière ou d'une autre que la vie matérielle est sans importance, au point qu'à Cuba les biens matériels sont quasiment absents et le taux de suicide [...] le plus élevé de l'Amérique latine [...]. Économiste très clairvoyant, il introduisit depuis presque trente ans [quarante en 2016] le carnet de rationnement avec lequel il évita l'inflation économique dans son pays puisque pratiquement le peuple ne pouvait rien consommer »,^[17]

Il ne faut cependant pas s'en prendre seulement à l'organisation socialiste de l'économie. Castro, n° 1 incontesté, a sa part de responsabilité personnelle dans cet échec. Pas seulement parce qu'il interdisait toute libéralisation de l'économie dès lors qu'il sentait la population s'éloigner des dogmes marxistes et léninistes, mais aussi parce qu'il était libre lui-même de délirer dans le domaine économique.

Comme Staline qui niait la génétique, comme Khrouchtchev qui voulait détourner le cours des fleuves, comme Kim Jong Il qui pensa araser les collines de son pays, le *Comandante* ne manqua pas de lubies pour aggraver la situation. Arenas, dans le texte déjà cité rappelle, toujours ironiquement, que cet « éleveur et agriculteur de renom a réussi à faire qu'une vache – baptisée « Ubre blanca » (pis blanc) – donne tous les jours plus de cent litres de lait. La pauvre bête a crevé et le lait reste rationné à Cuba. Mais le souvenir de *Pis blanc* reste présent et Castro a ordonné qu'on reproduise de nombreuses copies de cette extraordinaire représentante de la race bovine. On en érigea même une statue ! Sans doute, les pertes dues à ces expériences imbéciles du Chef ne sont guère importantes par rapport à l'ensemble. Encore faut-il ajouter les expériences de croisements prometteurs, selon le Chef, entre des vaches de race Holstein et des zébus présents à Cuba. Échec. Rappelons aussi que Fidel avait décrété que la Nature, sous sa direction, pourrait, dans la ceinture verte entourant La Havane mise en place en 1967 pour approvisionner la capitale, produire le fameux « café du soleil » jusqu'alors cultivé à l'ombre des orangers du fait de préjugés ancestraux selon lui.

17. *El País*, 7 août 2006.

Comme le rappelle Emmanuel Vincenot dans son *Histoire de La Havane*¹⁸, la responsabilité de Fidel Castro dans cet échec économique est directe. C'est lui qui a imposé des cultures mal adaptées, une lubie dont les Cubains payèrent le prix par des privations et des rationnements. René Dumont, conseiller agronomique un temps – avant d'être expulsé sans ménagement pour avoir osé critiquer ces initiatives géniales –, avait bien vu de quoi il retournait: «Fidel croit tout savoir [...] et c'est son orgueil qui risque un jour de le perdre.»

Le *lider* conçut encore des tuyaux en aluminium fort chers pour transporter le lait ou un whisky cubain, dont la production fut heureusement vite abandonnée.

La presse a récemment rapporté que chaque hôte de marque en visite (Lula, Evo Morales, Nicolás Maduro, François Hollande) a eu droit au couplet sur les vertus de la *moringa*, un arbuste que Castro faisait pousser lui-même. Si Fidel était encore vert et alerte pour son âge avancé, la plante miraculeuse y était pour quelque chose, affirmait-il.

Réalités systémiques, conjoncturelles et lubies additionnent ainsi leurs effets négatifs: en juillet 2016, Raul Castro annonça un plan sévère d'économies. Les administrations furent priées de diviser par deux leur facture d'énergie, la consommation d'essence devant être réduite de 28 % d'ici décembre...

L'annonce de la normalisation avec les États-Unis avait fait espérer une amélioration du niveau de vie des Cubains. Cet espoir est aujourd'hui oublié. Les exils se multiplient: des Cubains s'entassent en Colombie ou au Costa Rica dans l'espoir de pouvoir gagner les États-Unis.¹⁹

Le «géant de l'histoire» a accouché d'une souris. Pour un homme qui voulait laisser une trace derrière lui, c'est raté. Il n'a laissé qu'illusions et échecs. Et l'impression d'un inutile gâchis produit par son entêtement à vouloir soumettre la réalité cubaine à l'idée communiste.

Conclusion

Castro a eu droit au préjugé favorable dont ont bénéficié toutes les dictatures à partir du moment où elles s'affichaient de gauche, socialistes, révolutionnaires. Il n'est pas jusqu'aux khmers rouges ou aux potentats nord-coréens – pour ne rien dire de Staline – qui en ont bénéficié. Respect obligé aux fantômes de la Révolution française? Tranquille assurance d'un Progrès obtenu au prix du sang des ennemis et donc de violences et de maux infligés dont il faut exonérer les auteurs ou ceux qui les ont ordonnés? Goût marqué pour cette liqueur forte dont parlait François Furet que constitue l'entreprise révolutionnaire? Rêve de

18. Fayard, 2016.

19. J'ai repris ici l'article de François-Xavier GOMEZ, «90 ans de Fidel Castro, bon pied mauvais œil», paru dans *Libération* le 12 août 2016.

régénération, mise en scène idéologique d'une humanité qui peut un instant rêver d'avoir un sens loin du traintrain de la vie quotidienne?

Une conjoncture spécifique a joué en faveur de Castro : sa jeunesse, sa relative indépendance langagière et institutionnelle – en tout cas à ses débuts – à l'égard des Soviétiques, incapables d'engendrer l'enthousiasme après le rapport Khrouchtchev ou l'écrasement de Budapest. L'entêtement, l'incapacité à se remettre en cause, la simplicité des balises, des repères mis peu à peu en place qui font lire le monde en fonction de l'opposition droite-gauche, ont fait le reste. Castro, après son appui à l'écrasement du Printemps de Prague, après sa répression des homosexuels et des démocrates, sa suppression de la liberté d'opinion, de presse, de réunion, après ses entreprises militaires ou subversives, a continué de bénéficier d'un traitement de faveur en France et ailleurs.

Bien sûr, il n'y eut pas que des éloges adressés à Castro. Il y eut des Danielle Mitterrand pour faire la bise au dictateur ou des Jack Lang pour profiter de ses yachts et affirmer que le socialisme cubain, tout différent qu'il fut du socialisme français, se mettait au service des citoyens. Mais il y eut aussi des hommes politiques honteux de ce traitement de faveur comme Claude Malhuret ou Frédéric Mitterrand, des analystes pour dévoiler ses mensonges comme Yves Guilbert, des journalistes pour soutenir les dissidents comme Catherine David, des analystes politiques comme Jacobo Machover pour dire non à la *castrophilie* ambiante et, années après années, cent fois sur le métier répéter leur ouvrage sans s'émouvoir de leur relative solitude.

Mais aujourd'hui les balises émettent des messages brouillés, on sait ce qu'ont produit la révolution soviétique et le communisme, son goulag et ses famines, sa laideur quotidienne et sa police omniprésente. On sait même que la Révolution française aurait dû s'en tenir à 1789, que l'imposition militaire du Progrès à l'étranger se paie très cher et que les entreprises folles des soldats cubains en Angola ou en Éthiopie ne furent pas d'heureuses initiatives. Castro n'apparaît alors que comme un tout petit bonhomme gonflé d'une fausse importance dans un monde pensé par des intellectuels et des politiques paresseux mais aussi des peuples qui, trop souvent, préfèrent les rêves de grand soir aux réalités à réformer peu à peu.

La mort de Castro, c'est la mort d'un monde dont on aimerait qu'il soit désormais rejeté. D'autres annonceurs d'apocalypses libératrices surgissent et surgiront, hélas. Et d'autres naïfs continueront d'applaudir. Cela ne rend ni plus émouvant ni plus respectable le tyran des Caraïbes. Son œuvre négative, cruelle, prétentieuse et inutile peut nous aider à réfléchir aux voies à suivre, loin des traces qu'elle a laissées. Le peuple cubain a payé très cher son enthousiasme des premiers jours...